

LYS ROUGE

ISSN 0150 - 4428

9 MAI 1985

N°25 bis - 6 F 50

POUR UNE RÉNOVATION DE LA PRESSE ROYALISTE

LES DEUX NON FRANÇAIS

Au lendemain du sommet des sept pays les plus industrialisés qui s'est tenu à Bonn du 2 au 4 mai dernier, tous les participants ont des motifs légitimes de satisfaction et de mécontentement.

Satisfaction pour Reagan car il a réussi à rallier à ses thèses la plupart des chefs d'Etats et de gouvernements présents dans la capitale fédérale - seul Mitterrand lui aura tenu tête jusqu'au bout. Satisfaction pour Kohl qui, en tant qu'organisateur, a su mettre en valeur les vertus de la République Fédérale d'Allemagne et lui a ainsi permis d'accéder au rang de puissance politique à part entière (1). Satisfaction pour Mitterrand parce que ses deux refus face aux propositions américaines concernant l'Initiative de Défense Stratégique (IDS, plus connue sous le nom de guerre des étoiles) et l'ouverture de négociations au sein du GATT, lui ont donné l'occasion de s'affirmer comme digne successeur de de Gaulle.

Satisfaction affichée donc qui fait désormais partie du décorum mais aussi mécontentement. A peine dissimulé pour Reagan qui, dès samedi, se déclarait «déçu» de n'être pas parvenu à la

(suite en page 2)

REVES D'EMPIRE

L'actualité de cette semaine aura encore été dominée par une commémoration, celle de la victoire de 1945. La France et l'Europe de l'Ouest s'en tirèrent plutôt bien. Nous jouissons aujourd'hui d'une liberté à nulle autre comparable dans le monde.

Comment ne pas ressentir cependant une certaine nostalgie en commémorant cette victoire ? Avant 1940, la France était encore une superpuissance. L'Amérique était loin, à plusieurs jours de bateau, l'URSS restait refermée sur elle-même, l'influence allemande restait contenue dans d'étroites limites géographiques...

Ce rôle de direction, notre pays était largement incapable de l'assumer car il était en proie à une terrible décadence politique, imputable seulement aux institutions dont il s'était doté, accompagnée d'une chute économique et démographique que la saignée de 14/18 avait rendue irréversible. Jouissant encore du statut de superpuissance, notre pays était déjà victime d'un accès de faiblesse mortel. Cette faiblesse fut la cause essentielle de la guerre de 40 qui fut, pour notre puissance internationale, le coup de grâce. Cette faiblesse ne fut pas tellement la faiblesse idéologique contre le fascisme et

le nazisme, que la faiblesse envers les Etats-Unis. C'est en effet le paradoxe si bien démontré par les royalistes de l'entre-deux guerres : nos plus essentiels alliés se crurent obligés de nous imposer une paix «trop douce pour ce qu'elle avait de dur», et pour laquelle ils ne furent même pas en mesure d'offrir leur garantie. De cette paix devait inmanquablement naître la guerre qui consumerait définitivement nos rêves d'empire.

Le passé est le passé. Puissance moyenne la France d'aujourd'hui garde des atouts majeurs pour une politique plus conforme à sa vocation la plus ancienne de résistance aux empires. Encore faut-il qu'elle ait définitivement compris que pour survivre il faut être fort, y compris et surtout peut-être face à ses alliés.

Frédéric AIMARD

SOMMAIRE

page 1 : Rêves d'empire... - page 2 : Les 2 non français - page 3 : L'Ethiopie en chansons - page 4 : Pour libérer l'Albanie (entretien avec des monarchistes albanais) - page 6 : Débat interne - page 7 : Le congrès de la CFDT - page 8 : 1er Mai, marathon syndical.

Supplément au numéro 25
du LYS ROUGE

LES DEUX NON FRANÇAIS

fixation d'une date pour l'ouverture d'un nouveau «round» commercial et de n'avoir pas su (ou pu) créer l'unanimité autour de l'IDS. Sur ces deux points, un succès aurait effacé auprès de l'opinion publique américaine le cuisant échec que lui a infligé le Congrès dans sa politique nicaraguayenne. Mécontentement aussi pour Mitterrand, causé par l'adhésion de Kohl à la politique américaine. Adhésion qui a révélé à quel point l'axe franco-allemand demeurerait fragile. Mécontentement enfin pour l'ensemble des pays européens qui par leurs désaccords ont, une nouvelle fois, mis en évidence l'impossibilité de fonder l'Europe sur les bases du traité de Rome.

Mais davantage que les résultats du sommet de Bonn, ce qui importe ce sont les répercussions qu'aura dans l'avenir le refus français, dans trois domaines : l'IDS, les accords commerciaux et la Communauté européenne.

Passons rapidement sur le premier point car l'opposition entre Reagan et Mitterrand est purement symbolique puisque ce dernier reconnaît que si les propositions faites par les Etats-Unis sont floues et insuffisantes, il peut y avoir complémentarité entre l'IDS et le projet européen d'origine française et strictement civil, Eurêka. L'avenir dira ce qu'il faut retenir de cette querelle, l'essentiel pour l'heure tient pour les Américains et les Français (les Européens ?) de placer leur pions afin d'aborder les négociations dans les meilleures conditions.

En revanche, pour ce qui est de l'ouverture des discussions sur la réglementation des échanges commerciaux internationaux, les positions de la France sont beaucoup plus tranchées. François Mitterrand s'est refusé à l'adoption d'une date précise pour au moins trois raisons. L'une concerne le fond car seule la politique agricole était inscrite à l'ordre du jour. L'autre a trait à la forme : le GATT rassemble 95 pays dont un grand nombre de pays du tiers-monde (absents à Bonn); il n'appartient donc pas aux sept grands d'en fixer le contenu et la date. La dernière est d'ordre monétaire : l'ouverture de discussions sur le commerce mondial est inconcevable selon la France, sans une refonte du Système Monétaire International auquel notre partenaire d'outre-Atlantique et la Grande-Bretagne restent attachés :

Ayant échoué sur ces bases là, les Etats-Unis menacent de se passer des négociations multilatérales et d'entamer dès 1986 une série de discussions bi-latérales. Le monde ne doit pas se laisser intimider par les manœuvres américaines, les accords multilatéraux passés dans le cadre du GATT étant à l'origine du déséquilibre existant aujourd'hui entre le Nord et le Sud. Dans ce domaine, la France a un rôle d'arbitre à jouer. Aussi, Bonn ne doit pas être la fin d'une rébellion contre le projet américain, mais le début d'un mouvement de grande ampleur pour la sauve-

garde des intérêts français (européens ?) et du tiers-monde.

Enfin, en ce qui concerne la CEE, le sommet du Bonn a montré la fragilité des liens qui unissent les différents pays qui composent la «communauté». Il est remarquable de constater que Mitterrand s'est trouvé seul à défendre les propositions adoptées pas le conseil des ministres européen sur l'épineux problème des échanges mondiaux. A noter aussi qu'il en a été de même pour le projet Eurêka. Certes le chancelier Kohl se devait de faire des concessions à Reagan mais l'Union franco-allemande qui constitue la colonne vertébrale de l'Europe aura pris à Bonn un sacré coup de vieux. Quant à l'avenir, les rencontres bi-latérales qui ont eu lieu à Bonn en marge du sommet, à commencer par la rencontre entre Bettino Craxi et Margaret Thatcher à propos du Conseil européen de Milan qui doit avoir lieu en juin, laissent envisager le pire... ou le meilleur, tout dépend du point de vue auquel on se place. Nous y reviendrons le moment venu.

Patrice LE ROUE

(1) La déclaration politique affirme : «Nous rappelons que nous aspirons à un état de paix en Europe dans lequel le peuple allemand recouvrera son unité par libre autodétermination». Le chancelier fédéral a eu la chance que le sommet de Bonn se déroule au même moment que les cérémonies commémorant la libération de 1945. Cependant la rencontre au cimetière de Bitburg n'a pas eu la force symbolique de la poignée de main de Verdun entre Mitterrand et Kohl à l'automne dernier. Pour la France, l'Allemagne a été reconnue comme puissance politique à ce moment là. Il n'y avait nul besoin de souscrire à une déclaration ambiguë sur l'unité de l'Allemagne.

L'ETHIOPIE EN CHANSONS

L'Ethiopie crève de faim. La population à majorité chrétienne des trois provinces du Nord. Erythrée, Tigré, Wollo - subit une terrible famine dans un effroyable climat de guérilla et est déportée de façon scandaleuse dans les provinces du Sud-Ouest par le Parti marxiste-léniniste actuellement au pouvoir (1).

Face à cette situation désastreuse, l'Occident réagit en chansons.

Les premiers à le faire sont les Britanniques, en créant une association de musiciens, Band Aid, qui organise des concerts dans toute l'Angleterre, et qui enregistre un 45 tours pour Noël 84 (2). Il convient de saluer ici cette initiative originale regroupant les plus grands noms du rock anglais de Boy George à Phil Collins et de P. Mac Cartney à Paul Young. L'argent recueilli par la vente de ce disque ira directement en Ethiopie sous forme de nourriture pour les victimes de la famine, comblant ainsi les défaillances des aides gouvernementales.

Puis ce sont les Américains qui réagissent. Mais là où il faudrait trouver une œuvre à caractère strictement humanitaire, cette réaction apparaît comme un sursaut d'orgueil de la part d'un pays qui a la prétention d'être toujours le premier, le plus grand et le plus beau. Et ils ne lésinent pas; les plus grandes vedettes d'hier et d'aujourd'hui, en tout plus de 40, se rassem-

blent pour chanter les enfants d'Ethiopie et de fort belle façon (3). Là encore les fonds recueillis serviront à faire parvenir l'aide alimentaire dans ce pays de la corne de l'Afrique. Tous les fonds ? Non, 90% pour l'Ethiopie et 10% pour les laissés-pour-compte de la reprise américaine : 40 millions d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté et plus de 2 millions d'enfants sous-alimentés. Bel acte de philanthropie qui rattrape un peu les tendances actuelles de la chanson d'outre-atlantique à exacerber le nationalisme et les vertus du libéralisme à la Reagan. Même s'il faut constater qu'il est vraiment difficile de dissocier charité et coup de pub de ce côté là de l'Atlantique.

Emboitant le pas aux précédents, les Canadiens font aussi leur enregistrement pour faire comme «Big brother». Lorsqu'on vit dans l'ombre d'un tel voisin, difficile de ne pas faire les mêmes gestes.

Rien à dire par contre de TAM-TAM pour l'Ethiopie (4). Ni dans la forme ni sur le fond. Un maxi 45 tours de belle facture, enregistré par toutes les stars du continent africain, sur un combat qu'ils mènent depuis de longues années et qu'ils connaissent pour avoir souffert dans leur chair les désastres écologiques et politiques de l'Afrique. Evidemment tous les bénéfices seront distribués par Médecins sans Frontières à ceux que la famine menace.

Et la France ?? Et bien la voilà en bonne dernière dans ce concert des grandes nations. Pas honteux du tout les petits Français de cette place de lanterne rouge, ils nous offrent un 45 T qui n'a rien à envier à la performance américaine au moins sur la forme (5). Mais n'était-il pas trop tard pour bien faire ? Cette production aura le mérite de nous révéler au moins deux choses :

— les artistes français paraissent être encore et toujours à la traine de leurs collègues anglo-américains,

— la preuve est faite que les médias audio-visuels français ont fait le choix du pétainisme culturel (c'est-à-dire celui de la collaboration avec «l'envahisseur» américain) en passant sur leurs antennes dix fois plus la chanson «made in U.S.A.» que celle signée par Renaud et chantée par 36 chanteurs et comédiens français. Même Mourousi a cru bon de présenter au président Mitterrand lors de son émission du 28 avril sur TF1, le «clip-vidéo» du groupe américain.

Permettez-nous un dernier conseil : courez acheter ces disques, vous aurez au moins d'un seul coup enrichi votre discothèque de pas moins de cent vedettes !

Didier LE ROUE

(1) «Royaliste» numéro 418.

(2) Band aid - Do they know it's Christmas?

(3) USA for Africa : we are the world

(4) TAM-TAM pour l'Ethiopie.

(5) Chanteurs sans frontière.

ABONNEZ-VOUS

POUR LIBÉRER L'ALBANIE

Le décès du dictateur local a braqué sur l'Albanie les projecteurs de l'actualité. Face aux délires staliniens de l'équipe gouvernementale en place depuis 40 ans, une opposition très active s'est constituée au sein de la nombreuse communauté des Albanais vivants en exil. Les monarchistes y tiennent une place importante et le fils du roi Zog, Leka 1er, est désormais le symbole vivant de la lutte contre l'oppression. M. Skender Zogu a bien voulu nous en dire plus sur un pays, et une résistance, qui restent encore fort méconnus. Il est le représentant officiel du roi Leka 1er en France.

rieur s'est étendu à des couches populaires. Un Front commun se forma alors, réunissant monarchistes, républicains et communistes, pour combattre l'occupant.

Lys Rouge : Il y avait une unité militaire sur le terrain ?

S. Zogu : Oui, mais les nationalistes se méfiaient des partisans et savaient qu'après la Libération, il y aurait des problèmes. Il y eut en effet une guerre civile qui a coûté des milliers de morts à notre peuple, des exilés, des emprisonnés qui sont encore aujourd'hui dans des camps. Il y a 40.000 prisonniers politiques en Albanie.

Lys Rouge : On s'était donc mis d'accord durant la Résistance pour examiner la question institutionnelle à la fin du conflit ?

S. Zogu : C'est exact. Et le «Mouvement pour la Légimité», monarchiste, était une composante importante. Mais lorsque les communistes eurent pris le pouvoir, ils organisèrent des élections truquées avec un seul candidat, ce qui leur permit naturellement d'obtenir 95% des suffrages. Puis, en 1946, ils déclarèrent la déchéance de la Monarchie.

Lys Rouge : Quels sont les différents mouvements et partis de l'opposition albanaise ?

S. Zogu : Les divers partis albanais sont regroupés, essentiellement en Europe, sous le sigle de l'Union Nationale des Albanais. Cette union comprend le Mouvement pour la Légimité (monarchiste), le Parti républicain, les indépendants et le Parti démocrate. Nous sommes tous réunis pour soutenir l'action SM Leka 1er, chef de file de l'Opposition. C'est d'ailleurs le seule monarque en exil qui se batte contre le régime communiste dans son pays et ait une réelle activité politique.

Lys Rouge : Même le Parti républicain soutient le roi Leka 1er ?

S. Zogu : Les républicains appuient certaines actions. Ainsi, quand le Roi créa en 1975-76 l'Armée de Libération en Espagne (c'est pour cela qu'il fut par la suite obligé de quitter ce pays) tous les mouvements sans exception l'ont épaulé matériellement et moralement.

Lys Rouge : Il existe une sorte de consensus autour de Leka 1er.

S. Zogu. Absolument. Le roi est la seule figure de l'opposition albanaise. Il mène une activité intense aux quatre coins du monde pour défendre la cause de notre pays et pour sensibiliser l'opinion internationale sur le drame que vit notre peuple depuis 40 ans.

Lys Rouge : Y a-t-il eu en Albanie durant l'occupation, et comme en Yougoslavie, un mouvement de résistance communiste face à une résistance royaliste ?

S. Zogu : Oui, absolument. D'ailleurs, le Parti communiste n'existait pas jusqu'en 1941. Il fut créé par Enver Hodja fin 41 début 42 et jusqu'à cette date, seuls les nationalistes (principalement monarchistes) avaient résisté, alliés aux républicains. A partir de 1942, le PC qui bénéficiait d'un bon soutien exté-

Lys Rouge : Quelle est l'importance de la diaspora albanaise dans les divers pays occidentaux ? Ces pays offrent-ils une assistance minimum ?

S. Zogu : Actuellement, la diaspora la plus importante se trouve aux USA et si l'Albanie existe en tant qu'Etat indépendant depuis 1912, c'est grâce aux Albanais d'Amérique. A ce titre, le concours du président Wilson fut déterminant. Quant à l'aide apportée, elle est surtout morale, mais nous pensons que la seule chance ne peut provenir que d'un soulèvement intérieur. Si le peuple albanais se soulève, il nous trouvera à ses côtés, quel qu'en soit le prix. Mais libérer le pays avec des commandos, ce n'est plus réaliste, ça ne peut réussir aujourd'hui. Je tiens à dire que pour nous Albanais, la France est un pays extraordinaire. On nous laisse faire nos activités, les journaux passent nos communiqués. La presse française a été remarquable après la mort d'Hodja et nous sommes très reconnaissants à la France de nous permettre de combattre, de façon pacifique, le régime de Tirana. Nous trouvons dans votre pays de nombreux appuis moraux, plus qu'en Grande-Bretagne ou qu'aux USA pour lesquels la question est plus lointaine.

Lys Rouge : Pouvez-vous agir librement, sans pressions et sans danger ?

S. Zogu : Nous agissons librement dans le respect des lois des pays qui nous accueillent. J'ajouterai que nous avons de plus en plus d'amis journalistes et de soutiens qui comprennent notre combat.

Lys Rouge : Et qui comprennent aussi votre aspiration monarchique... ?

S. Zogu : Au départ beaucoup de gens étaient sceptique vis-à-vis de la personne de Leka Ier. Mais désormais ils reconnaissent en lui le patriote, le combattant engagé contre le régime.

Lys Rouge : Quels ont été les rapports entre la monarchie et la religion ? L'Albanie était un pays très religieux...

S. Zogu : Le roi Zog a fait de son pays un Etat laïc à l'exemple de Mustapha Kemal. Les trois cultes étaient représentés également bien que les musulmans constituaient 70% de la population. L'une des actions les plus importantes du roi sur le plan religieux fut d'obtenir la séparation de l'église orthodoxe albanaise de l'église grecque vers 1936-37. Notre clergé musulman était lui aussi indépendant de Jérusalem et du sultan s'Istamboul. Tous les cultes étaient acceptés et lorsque Hitler s'est attaqué aux Juifs d'Autriche, l'Albanie s'est aussitôt ouverte aux premiers réfugiés. Il n'existait pas de fanatisme religieux et le clergé était albanais avant d'être catholique, orthodoxe ou musulman. Tous se retrouvèrent pour lutter face aux nazis puis aux communistes.

Lys Rouge : Quelle est l'activité du roi Leka ?

S. Zogu : Le roi a constitué en 1976 l'Armée de Libération avec laquelle nous avons commencé à diriger des actions militaires contre le régime d'Hodja. Mais à la suite de pressions, il fut contraint de quitter l'Espagne et pour l'instant, l'Afrique du Sud est le seul pays qui accepte de l'accueillir définitivement. Nous avons eu la possibilité de nous installer en Egypte et le président Sadate, que nous admirons tous, a offert au roi son hospitalité. Mais l'assassinat du Raïs a mis fin à cette éventualité. Quant à son activité, Leka voyage beaucoup, il a même réussi à faire inscrire à l'ordre du jour du Sénat américain la question albanaise. Il fait certainement le maximum et dévoue sa vie à son peuple. C'est un démocrate très accueillant qui commence à être compris par l'opinion occidentale.

Lys Rouge : Comment envisagez-vous votre monarchie ?

S. Zogu : La constitution de 1928 fondait une monarchie très démocratique. Elle évitait la création d'une aristocratie (seuls, les premiers enfants du roi avaient droit au titre de prince) à la charge d'un pays encore pauvre. Le roi Zog n'avait même pas de palais. Notre monarchie était véritablement populaire, axée sur le soutien des citoyens car il ne peut en être autrement chez nous. En 1920, les grandes puissances nous imposèrent un prince allemand. Ce fut le premier roi d'Albanie mais il ne le demeura que 6 mois...

La constitution instituait un Parlement, dans lequel il existait une opposition. Enver Hodja, tout en étant anti-monarchiste, était professeur dans un lycée. Il existait une réelle démocratie et il ne pourrait en être autrement en cas de retour de la Monarchie.

Lys Rouge : Quelle pourrait être la politique étrangère d'une Albanie redevenue monarchie ?

S. Zogu : Je pense que nous nous ouvrirons vers l'Occident et L'Europe. Nous aurons des contacts importants avec les pays arabes. Nous essaierons d'avoir de bonnes relations avec tout le monde. Nous sommes un petit pays qui veut vivre en paix et n'a pas de revendications si ce n'est sur nos territoires du Kosovo occupés par la Yougoslavie.

Lys Rouge : La Monarchie, selon vous, ne pourra être rétablie que démocratiquement et son action sera de permettre le retour de la liberté en Albanie ?

S. Zogu : Exactement ! La Monarchie ne peut être conçue qu'avec la Démocratie sinon à quoi cela servirait-il que les Albanais chassent une dictature pour en instaurer une autre.

Antony SPANO
Laurent GRANGERET

Je métonne de l'étonnement de Patrick Pierran dans le «Lys Rouge» numéro 25 dans son article «Le journaliste et les massacres». Le silence ou plutôt le quasi-silence de la presse sur certains massacres est hélas chose courante parce que les responsables des massacres ne tiennent pas, évidemment, à la présence de témoins gênants. Malgré tout on peut être informé de ce qui se passe en Afghanistan. Qui nous informera de ce qui s'est passé à Timor-Oriental à partir de 1975 quand les Portugais ont largué cette ancienne colonie ? Silence ! L'Indonésie est un pays du «camp» occidental. Silence sur les massacres de communistes en Indonésie en 1965 ! Silence sur les massacres pendant la Révolution culturelle en Chine. Silence sur les massacres dans la Guinée de Sékou-Touré, la Guinée équatoriale de Macías N'Guéma. Bien entendu, cela n'exuse pas la barbarie soviétique. C'est un faux débat que de s'en prendre aux médias occidentaux en raison de leur quasi-silence. Comme si les Soviétiques allaient autoriser des journalistes témoins

Notre expérience d'hebdo a suscité des réactions plus nombreuses que les habitudes de nos amis pouvaient nous le laisser espérer. Des réactions souvent un peu passionnées, parfois loin des dures réalités. Nous vous engageons à nous écrire, vous-aussi, le plus rapidement possible pour nous dire ce que vous pensez de notre démarche (cf les «explications» du numéro 24), pour dire si vous seriez prêt à payer pour que l'expérience continue - et dans ce cas jusqu'à combien pensez-vous pouvoir donner pour un «Lys Rouge» hebdo, ou bimensuel en alternance avec «Royaliste», ou bien une autre formule à trouver...

(...) Mes impressions personnelles sont plutôt positives : sa vocation de «lettre d'information» est très séduisante, ses articles sont bien faits, les sujets

de leurs massacres ! Il ne faut pas rêver. De plus l'opinion publique est, hélas, blasée quand tous les soirs au journal télévisé, elle peut assister aux guerres, en direct, quand ce n'est pas l'Afghanistan, c'est le Liban, ou la guerre Iran-Irak, ou la famine au Soudan et en Ethiopie.

Même si la cause des Afghans - des résistants - est noble, le précédent iranien - où une dictature obscurantiste islamique a succédé à une dictature moderniste pro-occidentale - entraîne bien des réserves à leur endroit. Je redoute que nous-mêmes et nos dirigeants aient fait une croix - consciemment ou non - sur l'Afghanistan. Dans le grand marchandage Est/Ouest l'échange tacite de ce dernier pays contre La Grenade, voire le Nicaragua, a pu être envisagé. En vérité, je pense que nous ne voulons pas armer la Résistance afghane au risque de provoquer la défaite de l'occupant soviétique ni même suffisamment pour l'obliger à quitter le pays en lui permettant de sauver la face.

Philippe LABARRIERE

bien choisis. Je souhaite bien sûr que cette expérience se révèle durable et en préconiserais une parution en alternance avec «Royaliste».

Un abonnement annuel de l'ordre de 150 F recevrait mon adhésion (...)

L. (27)

La formule hebdomadaire du «Lys Rouge» présente beaucoup d'intérêt puisqu'on peut effectivement regretter le traitement 2 fois par mois seulement de l'actualité par «Royaliste». Cela répond donc à une lacune. Mais, si personnellement, et suivant mon habitude, je suis prêt à m'y abonner si l'expérience se poursuivait, je crains que le nombre d'abonnements ne soit que trop restreint pour assurer la survie de l'expérience.

E.O. (76)

CFDT

En prélude au Congrès qu'elle tiendra du 11 au 15 juin, la CFDT connaît actuellement de graves querelles intestines. La tâche d'Edmond Maire sera de concilier les différentes tendances afin d'engager sa centrale dans la voie délicate de la modernisation.

De mémoire de cédétiste, on avait rarement vu une préparation de Congrès aussi houleuse. Rappelons-en brièvement les étapes. En janvier, un «projet de rapport d'orientation», fixant les priorités de la CFDT est soumis aux militants. Il ne tient pas compte des bouleversements qu'ont suscités les négociations sur la flexibilité et, ici ou là, des voix s'élèvent pour critiquer la ligne confédérale. Peu à peu, les thèses contestataires de la fédération Hacuitex (habillement, cuir, textile), soutenue par l'Union Régionale de Basse Normandie, fédèrent les oppositions. Irrité par cette vague de dissidence idéologique, Edmond Maire répond sur un ton cassant que, dans un syndicat, il faut progresser et non s'opposer. «Les militants ont envie de débattre de vrais problèmes» conclut-il à peine péremptoire.

Attitude maladroite car finalement, devant la multiplication des désaccords, le secrétaire général se voit contraint de temporiser. Grâce à un court texte intitulé «Ce que veut la CFDT», présenté au Conseil National fin avril, il obtient un relatif consensus tout en recentrant le débat entre les différentes parties.

LE CONGRES DES COMPROMIS

En schématisant, on pourrait dire que la CFDT est divisée entre traditionalistes et modernistes. Les premiers déplorent la dérive politicienne d'Edmond Maire et tentent de «resyndicaliser» le débat. Les plus durs d'entre eux réaffirment «la lutte de masse et de classe», déplorent l'abandon d'une stratégie d'action au profit de vagues concertations et prônent l'unité de lutte avec la CGT.

Le second courant, parfois qualifié de «droitier», revendique un plus grand pragmatisme, un développement des facultés d'adaptation aux situations économiques et sociales quotidiennes. Edmond Maire n'a pas voulu se retrouver coincé entre deux tendances. Il a senti qu'il s'était aventuré trop loin dans la voie «libérale et moderniste» lors des négociations sur la flexibilité. Concrétisation de son recentrage vers la gauche, le rapport qu'il a présenté aux conseillers nationaux tient à la fois de la frileuse diplomatie syndicale et de la recette de cuisine. C'est simple, vous annoncez que l'entreprise n'est plus tant un lieu de collaboration qu'une zone de conflits (ce qui permet au passage de redécouvrir une sorte de lutte des classes); vous ajoutez un rien d'autogestion («instaurer d'autres rapports de pouvoir») tellement dilué qu'elle ne signifie plus grand chose; vous saupoudrez de quelques considérations à la clarté désormais proverbiale et vous obtenez, grosso modo, la «ligne Maire». Celui-ci garde ainsi une relative stabilité, aux dépens de la réflexion syndicale qui, elle, perd une grande part de sa substance.

Tel est d'ailleurs bien la question qui se pose actuellement.

QUEL ROLE POUR LA CFDT ?

A côté des convulsions internes qui la secouent, la confédération doit affronter des difficultés grandissantes. Comme d'autres syndicats, elle ne sait toujours pas quelle attitude adopter face à l'atomisation d'une population salariée aux statuts et aux intérêts de plus en plus divergents. D'autre part, elle ne parvient plus à maintenir comme auparavant, le difficile compromis entre trois options syndicales : la collaboration avec un parti pour placer le débat syndical sur un plan politique (comme le fait la CGT), la politique purement contractuelle style FO et la réforme de l'entreprise par l'édification de rapports économiques ou sociaux nouveaux.

Autant de facteurs qui expliquent les échecs de la CFDT, tant vis-à-vis des patrons - ses idées sur l'emploi, le temps de travail, etc., ne reçoivent aucun écho -, qu'à l'égard des salariés : les effectifs de la centrale sont

en baisse et la conquête de nouveaux secteurs (tertiaire, PME), annoncée en 1982, n'a connu qu'un faible succès.

Alors la confédération a-t-elle un avenir ? Un récent sondage réalisé par l'IFRES (Nouvel Economiste du 3 mai) montre qu'une majorité de Français fuient les syndicats trop politisés et déplorent que ceux-ci optent, souvent, pour d'éternelles revendications salariales. Si elle parvient à éviter ces deux écueils, la centrale d'Edmond Maire a une carte à jouer. A condition aussi que son leader, dont l'autoritarisme est mal ressenti, cesse de confondre empirisme et versatilité. Tour à tour syndicaliste chrétien puis autogestionnaire, socialiste affiché puis pragmatique louvoyant, Edmond Maire s'est souvent trouvé responsable des discordances entre la direction et une base désorientée.

Le rôle des syndicats doit changer. Le Congrès de juin nous dira si la CFDT est capable de relever le défi.

Laurent GRANGERET

BULLETIN D'ABONNEMENT

ou de réabonnement anticipé pour soutenir notre expérience

Nom/Prénom/Adresse :

.....
.....

s'abonne au «Lys Rouge» normal : 45 F - soutien : 60 F
tout règlement à l'ordre de «Royaliste», CCP 18 104 06 N
Paris, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.

1er MAI : MARATHON SYNDICAL

Le 1er mai les syndicats se font leur fête, en ordre dispersé. Nous sommes allés voir du côté de FO et de la CFDT.

La rude journée débute tôt en matinée, par la visite au Père Lachaise des dirigeants de FO, venus saluer la mémoire des morts, Léon Jouhaux et les Communnards. Place de la Bastille, lieu tellurique de toutes les contestations, le cortège de Force ouvrière ne s'est pas départi de ce petit air tristounet, chrysanthèmes et pierres tombales, qui a ouvert la célébration du travail. Personne ne compte sur les drapeaux noirs de la Fédération anarchiste pour introduire un peu de gaieté. «Soutien aux travailleurs !», ose quelqu'un à l'ébranlement du défilé. «Et aux vendeurs de muguet !», poursuit l'un d'eux, qui fait ses affaires. Enfin une note d'humour qui décripe quelques visages. Le service d'ordre distribue des feuillets et forme des chœurs. «Cho-Cho-Cho-Chômage ras-le-bol». Le cœur n'y est pas vraiment, les slogans sont faiblement repris. F.O. a choisi de placer ce 1er mai sous le signe de l'emploi, comme l'indique la banderole en tête du cortège : «Pour le droit au travail, pour la défense des chômeurs». Plus loin, des militants se sont permis une fantaisie : une potence marquée «le TUC tue», au bout de laquelle se balancent les effigies d'un chômeur et d'un smicard. Mais ailleurs, c'est la tradition qui l'emporte : drapeaux rouges frappés ou non de la roue crénelée de F.O., vendeurs du journal «Laïcité» écumant les trottoirs, camion-sono hurlant «Le temps des cerises». Il y a ceux qui veulent se montrer : les étudiants de l'UNEF-ID,

autocollant aisément repérable sur la poitrine, ou ce solitaire, brandissant un écriteau «Syndicats libres en URSS», par devant les responsables de l'Union régionale Ile-de-France. Le comité de coordination de Solidarnosc en France contrôle la plupart des banderoles et slogans à teneur «internationale». Arrive en tête, à l'applaudimètre : «Le travail est un droit, non-non-non au chômage», «Pouvoir d'achat oui, flexibilité non», «Pologne, Chili, Afrique du Sud, soutien aux travailleurs». Deux jeunes à la terrasse d'un café jettent un œil sur les manifestants : «ça fait vieux...» Bien oui, ça fait vieux et laborieux, grisaille et pas du tout grisant. A l'image de Bergeron, d'ailleurs absent.

Porte de Pantin, au même moment, l'ambiance est toute différente : colorée et désordonnée. La CFDT, quoi ! Chacun prend place où il le souhaite, et les causes à défendre ne manquent pas. Les groupes s'entremêlent, sous les regards scrutateurs des vendeurs de «Rouge». Seuls signes d'organisation : la grande banderole de tête «Emploi, 35 h, lutte contre le racisme, solidarité internationale» qui donne le la, et à sa suite la «CFDT section taxi» composée d'une quinzaine de véhicules. Le reste tient plus de la joyeuse sarabande qu'inquiète un peu les vendeurs de muguet du P.S., lorsqu'est repris «non, non, non aux 3 millions de chômeurs, oui, oui, oui aux 35 h». La JOCF se monte le groupe le plus dynamique, avec sa «chanson des canuts», les Erythréens ne sont qu'une poignée mais brandissent de superbes banderoles, le MIR chilien devance tout juste Solidarnosc et les deux

organisations finissent par se confondre, l'Association des Tunisiens en France côtoie la CFDT «enseignement privé», des filles bruyantes se réclament d'un groupe encore méconnu, «Les Folles de Censier avec leurs pote». Qui ne porte pas le badge «Touche pas à mon pote» fait figure de marginal. D'ailleurs toutes les causes du monde sont ici badgestisées : Amnesty International, FLNKS, antinucléaire, etc. Avec les 35 h, la lutte contre le racisme occupe la première place dans les slogans, entre deux chansons de François Béranger. «Nous sommes tous des immigrés», «Emplois précaires, c'est la misère». A la sono de la Métallurgie parisienne, on s'amuse des slogans bêtement rabâchés en promenant un micro dans la foule :

«— Qu'est-ce qui ne passera pas ?

— ...

— Le racisme bien sûr. Je vois que le camarade ne connaît pas son texte.»

La CFDT, c'est ça. Et l'on repart, après un lâché de ballons, les poches remplies de tracts, les vêtements couverts de badges et autocollants, la tête pleine de chants et de slogans. A l'an prochain !

Emmanuel MOUSSET

Directeur de la publication
Yvan Aumont
imprimé par nos soins
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS
Numéro Commission
Paritaire : 62 187